

Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil Municipal tenue au centre communautaire George McLeish, situé au 20, avenue Morningside le mardi 27 février 2024 à 19 h 00, à laquelle sont présents :

Minutes of the regular sitting of the Municipal Council held at the George McLeish Community Centre, located at 20 Morningside Avenue, on Tuesday, February 27, 2024, at 7:00 p.m., at which are present:

La Mairesse/Mayor :

Julie Brisebois

Les conseillers/Councillors :

Dennis Dicks, Christopher Jackson, Michelle Jackson
Trépanier, Stephen Lee, Tanya Narang

Était absent/Absent :

Pierre Matuszewski

Sont également présentes/Also present :

Robert Malek Directeur Général et Assistant-Greffier
par interim/Director General and interim Assistant-Town
clerk
Karine McDonald, Trésorière/Treasurer

OUVERTURE DE LA SÉANCE

OPENING OF THE MEETING

La mairesse salue le Directeur Général Monsieur Robert Malek, ainsi que la trésorière Karine McDonald.

The mayor greets the Director General Mr. Robert Malek, as well as the treasurer Karine McDonald.

Tous formant quorum, la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

All forming a quorum, the mayor declares the meeting open at 7 p.m.

Elle mentionne que la séance est filmée et que la vidéo sera disponible dès demain, sur le site Internet de Senneville.

She mentions that the session is filmed and that the video will be available tomorrow, on the Senneville website.

2024-02-875

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. ADOPTION OF THE AGENDA

Il est **Proposé** par la Conseillère Michelle Jackson Trépanier

It is **Moved** by Councillor Michelle Jackson Trépanier

Appuyé par le Conseiller Christopher Jackson et **RÉSOLU** :

Seconded by Councillor Christopher Jackson and **RESOLVED**:

QUE l'ordre du jour de la présente séance ordinaire du Conseil municipal soit adopté tel que soumis.

THAT the agenda of the present regular sitting of the Municipal Council be adopted as submitted.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

2. PÉRIODE DE QUESTIONS (15 minutes)

2. QUESTION PERIOD (15 minutes)

La mairesse rappelle aux citoyens que le conseil a adopté une politique de tolérance zéro afin de maintenir un environnement de travail sain et sécuritaire pour tous. En 2018, les interventions irrespectueuses envers les employés municipaux ou les membres du conseil et vice-versa ne seront pas tolérées.

The mayor reminds citizens that Council has adopted a zero-tolerance policy to maintain a healthy and safe work environment for all, in 2018, disrespectful interventions towards municipal employees or council members and vice versa will not be tolerated.

La mairesse rappelle aux citoyens les règles de cette période de questions publiques et invite les citoyens qui ont des documents pour l'administration à attendre à être invités à le faire et à déposer lesdits documents auprès du directeur général.

The mayor reminds the citizens of the rules of this public question period and invites citizens who have documents for the administration to wait to be invited to do so and to submit said documents to the Director General.

La mairesse répond aux questions posées par l'assistance.

The mayor answers questions asked by the audience.

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

3. ADOPTION OF THE MINUTES



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

2024-02-876

3.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 23 janvier 2024.

Il est **Proposé** par la Conseillère Michelle Jackson Trépanier
Appuyé par le Conseiller Christopher Jackson
et **RÉSOLU** :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 23 janvier 2024, soit adopté tel que soumis.

QUE ledit procès-verbal a été remis à chaque membre du Conseil conformément aux dispositions de l'article 333 de la **Loi sur les cités et villes**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4. ADMINISTRATION, FINANCES, AFFAIRES JURIDIQUES ET RESSOURCES HUMAINES

4.1 ADMINISTRATION

4.1.1 Nommer et autoriser les représentants du Village de Senneville aux services électroniques de Revenu Québec.

ATTENDU QUE le Village de Senneville est inscrit aux services électroniques du Ministère du Revenu du Québec;

ATTENDU QUE ces services sont essentiels à la réalisation de plusieurs transactions avec différentes autorités gouvernementales, tel que les ministères du Revenu, des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et du développement durable de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **Proposé** par la Conseillère Tanya Narang
Appuyé par le Conseiller Dennis Dicks
et **RÉSOLU** :

QUE Karine McDonald, Trésorière et M. Robert Malek, Directeur Général soient autorisés à signer, au nom du Village de Senneville, les documents requis pour l'inscription à clicSÉCUR et qu'ils soient autorisé à :

- Inscrire l'entreprise aux fichiers de Revenu Québec;
- Gérer l'inscription de l'entreprise à clicSÉCUR-Entreprises
- Gérer l'inscription de l'entreprise à Mon dossier pour les entreprises et, généralement, à faire tout ce qui est utile et nécessaire à cette fin;
- Gérer l'accès au portail du Portail gouvernemental des affaires municipales et régionales (PGAMR)
- Remplir les rôles et à assumer les responsabilités du responsable des services électronique décrits dans les conditions d'utilisation de Mon dossier pour les entreprises, notamment en donnant aux utilisateurs de l'entreprise, ainsi qu'à d'autres entreprises, une autorisation ou une procuration;

3.1 Adoption of the minutes of the regular sitting of the Municipal Council held on January 23th, 2024.

It is **Moved** by Councillor Michelle Jackson Trépanier
Seconded by Councillor Christopher Jackson
and **RESOLVED**:

THAT the minutes of the regular sitting of the Municipal Council held on January 23, 2024, be adopted as submitted.

THAT said minutes were given to each member of the Council in accordance with the provisions of section 333 of the **Cities and Towns Act**.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

4. ADMINISTRATION, FINANCE, LEGAL AFFAIRS AND HUMAN RESOURCES

4.1 ADMINISTRATION

4.1.1 Appoint and authorize the Village of Senneville's representatives to Revenu Québec's electronic services.

WHEREAS the Village of Senneville is registered with the electronic services of the Ministère du Revenu du Québec;

WHEREAS these services are essential to the completion of several transactions with various government authorities, such as the Ministère du Revenu, the Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire and the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

CONSEQUENTLY;

It is **Moved** by Councillor Tanya Narang,
Seconded by Councillor Dennis Dicks
and **RESOLVED**:

THAT Karine McDonald, Treasurer and Mr. Robert Malek, General Manager be authorized to sign, on behalf of the Village of Senneville, the documents required for registration with clicSÉCUR and that they be authorized to :

- Register the company with Revenu Québec;
- Manage the company's registration with clicSÉCUR-Entreprises
- Manage the company's registration with Mon dossier pour les entreprises and, generally, do all that is useful and necessary for this purpose;
- Manage access to the portal of the Portail gouvernemental des affaires municipales et régionales (PGAMR).
- Fulfill the roles and assume the responsibilities of the person responsible for electronic services as described in the My Account for Business terms of use, notably by granting authorization or power of attorney to the company's users, as well as to other companies;

2024-02-877



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

- Consulter le dossier de l'entreprise et à agir au nom et pour le compte de l'entreprise, pour toutes les périodes et toutes les années d'imposition (passées, courantes et futures), ce qui inclut le pouvoir de participer à toute négociation avec Revenu Québec, en ce qui concerne tous les renseignements que Revenu Québec détient au sujet de l'entreprise pour l'application ou l'exécution de toutes les obligations fiscales.

QUE le ministre du Revenu soit autorisé à communiquer aux représentants les renseignements dont il dispose et qui sont nécessaires à l'inscription à clicSÉQR.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4.1.2 Regroupement d'achat en commun de produits d'assurance contre les cyber-risques 2019-2024.

CONSIDÉRANT que, conformément aux articles 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes le Village de Senneville a joint l'Union des municipalités du Québec et son regroupement pour l'achat en commun de produits d'assurances contre les cyber-risques pour la période 2019-2024;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **Proposé** par la Conseillère Tanya Narang
Appuyé par le Conseiller Dennis Dicks
et **RÉSOLU** :

QUE le Village de Senneville

JOIGNE par les présentes, le regroupement d'achat de l'Union des municipalités du Québec et qu'elle a mandaté celle-ci, pour obtenir une soumission auprès du courtier d'assurance retenu pour un contrat de produits d'assurance contre les cyber-risques à mettre en vigueur suivant les démarches auprès du courtier d'assurance, dans le cadre du regroupement pour la période du 1^{er} juillet 2019 jusqu'au 1^{er} juillet 2024. Il est entendu que l'assurance entrera en vigueur une fois que le courtier retenu aura transmis une confirmation d'assurance à la municipalité.

AUTORISE la mairesse ou le greffier à signer, pour et au nom de la municipalité, l'entente intitulée « ENTENTE de regroupement de municipalités au sein de l'Union des municipalités du Québec relativement à l'achat en commun de produits d'assurance pour les cyber-risques » soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante comme si récitée au long.

Selon la loi, la municipalité accepte qu'une municipalité qui ne participe pas présentement au regroupement, puisse demander, en cours de contrat, par résolution, son adhésion au présent regroupement à la condition que l'UMQ l'autorise et que la municipalité souhaitant se joindre au regroupement s'engage à respecter toutes et chacune des conditions prévues au cahier des charges, aux frais requis par l'UMQ et au contrat d'assurances et au mandat du consultant, adjugés en conséquence. Et que cette jonction ne devra pas se faire si elle dénature les principaux éléments de l'appel d'offres, du contrat ou du mandat en cause.

-To consult the company's file and to act in the name of and on behalf of the company, for all taxation periods and years (past, current and future), including the power to participate in any negotiations with Revenu Québec, with respect to all information that Revenu Québec holds about the company for the application or enforcement of all tax obligations.

THAT the Minister of Revenue be authorized to communicate to the representatives the information in his possession that is necessary for registration with clicSÉQR.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

4.1.2 Pooling of cyber-risk insurance products 2019-2024.

CONSIDERING that, in accordance with sections 29.9.1 of the Cities and Towns Act, the Village of Senneville has joined the Union des municipalités du Québec and its group for the joint purchase of cyber-risk insurance products for the period 2019-2024;

ACCORDINGLY,

It is **Moved** by Councillor Tanya Narang
Seconded by Councillor Dennis Dicks
and **RESOLVED**:

THAT the Village of Senneville

HEREBY JOINS the purchasing group of the Union des municipalités du Québec and that it has mandated the latter, to obtain a quote from the selected insurance broker for a contract for insurance products against cyber risks to be put into effect following the steps taken with the insurance broker, as part of the group for the period from July 1, 2019 to July 1, 2024. It is understood that the insurance will take effect once the selected broker has sent a confirmation of insurance to the municipality.

AUTHORIZES the Mayor or Town Clerk to sign, for and on behalf of the Municipality, the agreement entitled "ENTENTE de regroupement de municipalités au sein de l'Union des municipalités du Québec relativement à l'achat en commun de produits d'assurance pour les cyber-risques" submitted and attached hereto to form an integral part hereof as if recited in full.

In accordance with the law, the municipality accepts that a municipality that does not currently participate in the grouping may request, during the course of the contract, by resolution, that it join the present group, on condition that the UMQ authorizes it and that the municipality wishing to join the group undertakes to respect each and every one of the conditions set out in the specifications, the fees required by the UMQ and the insurance contract and consultant's mandate, awarded accordingly. And that this joining shall not be done if it distorts the main elements of the call for tenders, the contract or the mandate in question.

2024-02-878



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

4.2 FINANCES

4.2 FINANCES

2024-02-879

4.2.1 Approbation des opérations financières.

4.2.1 Approval of the financial transactions.

Il est **Proposé** par la Conseillère Tanya Narang
Appuyé par le Conseillère Dennis Dicks
et **RÉSOLU**:

It is **Moved** by Councillor Tanya Narang
Seconded by Councillor Dennis Dicks
and **RESOLVED**:

D'APPROUVER la liste des comptes payables pour la période du 24 janvier 2024 au 13 février 2024 tel que soumis, relativement à des dépenses imputables à des activités financières et d'investissement totalisant **2 386 118.05 \$**

TO APPROVE the list of accounts payable for the period of January 24, 2024, to February 13, 2024, as submitted, for expenses attributable to financial and investment activities totaling **\$2,386,118.05**.

ET

AND

D'APPROUVER la liste des paiements préautorisés, déboursés émis et paiements électroniques, pour la même période, tel que présentée totalisant **102 287.59 \$**.

TO APPROVE the list of pre-authorized payments, disbursements issued and electronic payments, for the same period, as presented, totalling **\$102,287.59**.

Que tous ces paiements, totalisant **2 488 405.64 \$**, soient prélevés à même le compte du Village de Senneville, à la Banque de Montréal, succursale de l'Île Perrot.

That all these payments, totaling **\$2,488,405.64**, be drawn from the Village of Senneville's account at the Bank of Montreal, Île Perrot branch.

ET

AND

D'APPROUVER la liste des **salaires versés** pour le mois de **janvier 2024**, telle que déposée devant le Conseil :

TO APPROVE the list of the **paid salaries** for the month of **January 2024** as filed with the Council:

Rémunération des élus :	7 157.56 \$
Salaires des employés :	48 387.69 \$

Remuneration of elected officers:	\$7,157.56
Salaries of employees:	\$48,387.69

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY ADOPTED.

2024-02-880

4.2.2 Application au programme d'amélioration et de construction d'infrastructures municipales (PRACIM).

4.4.2 Application to the municipal infrastructure improvement and construction program (PRACIM).

ATTENDU QUE le programme d'amélioration et de construction d'infrastructures municipal (PRACIM) vise à soutenir financièrement les initiatives et les projets :

WHEREAS the purpose of the municipal infrastructure improvement and construction program (PRACIM) is to provide financial support for initiatives and projects:

- Permettant la réalisation de projets d'amélioration, d'ajout et de remplacement de bâtiment municipaux en vue de résoudre des problématiques importantes;
- D'offrir, de maintenir et d'améliorer les services municipaux aux citoyens;
- De limiter l'impact financier des projets sur les municipalités en fonction de leur capacité financière et leur taille.

- Enable the realization of projects to improve, add to or replace municipal buildings in order to solve major problems;
- offer, maintain and improve municipal services to citizens;
- To limit the financial impact of projects on municipalities according to their financial capacity and size.

ATTENDU QUE Le Village de Senneville a pris connaissance du guide du PRACIM et qu'elle s'engage à respecter toutes les conditions qui s'appliquent à elle;

WHEREAS the Village of Senneville has taken cognizance of the PRACIM guide and undertakes to respect all conditions that apply to it;

ATTENDU QUE Le Village de Senneville s'engage, si elle obtient une aide financière pour son projet, à payer sa part des coûts admissibles à celui-ci ainsi

WHEREAS the Village of Senneville undertakes, should it obtain financial assistance for its project, to pay its share of eligible costs as well as the ongoing



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

que les coûts d'exploitation continue et d'entretien du bâtiment subventionné;

ATTENDU QUE Le Village de Senneville confirme, si elle obtient une aide financière pour son projet, qu'elle assumera tous les coûts non admissibles au PRACIM associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts;

ATTENDU QUE Le Village de Senneville doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière, confirmer sa contribution financière au projet et autoriser un(e) de ses représentant(e)s à signer cette demande;

ATTENDU QUE cette demande de subvention est en lien direct avec les orientations stratégiques des élus municipaux du Village de Senneville.

EN CONSÉQUENCE,

Il est **Proposé** par la Conseillère Tanya Narang
Appuyé par le Conseiller Dennis Dicks
et **RÉSOLU** :

QUE le conseil municipal du Village de Senneville autorise le dépôt de la demande d'Aide financière; confirme son engagement à faire réaliser le projet admissible selon les modalités en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée;

QUE le conseil **CERTIFIE** que la personne responsable du rôle de Trésorier soit dûment autorisée à signer tout document en lien avec la demande d'aide financière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4.3 AFFAIRES JURIDIQUES

4.4 RESSOURCES HUMAINES

5. SERVICES TECHNIQUES ET TRAVAUX PUBLICS

5.1 Approbation d'achat d'une nouvelle pompe pour la station de pompage d'eau usée de Senneville.

CONSIDÉRANT que l'état de désuétude d'une des deux pompes a été constaté dans le cadre de l'inspection semi-annuelle de la station de pompage;

CONSIDÉRANT l'évaluation des coûts de réparations dépassant 60 % du coût de remplacement;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable de la personne responsable des services techniques et des travaux publics de procéder au remplacement de la pompe actuelle;

Il est **Proposé** par le Conseiller Stephen Lee
Appuyé par le Conseiller Christopher Jackson

operating and maintenance costs of the subsidized building;

WHEREAS the Village of Senneville confirms that, should it obtain financial assistance for its project, it will assume all costs not eligible for PRACIM associated with its project, including any cost overruns;

WHEREAS the Village of Senneville must authorize the submission of this application for financial assistance, confirm its financial contribution to the project and authorize one of its representatives to sign this application;

WHEREAS this grant request is directly related to the strategic orientations of the elected officials of the Village of Senneville.

ACCORDINGLY,

It is **Moved** by Councillor Tanya Narang
Seconded by Councillor Dennis Dicks
and **RESOLVED**:

THAT the municipal council of the Village of Senneville authorizes the submission of the application for financial assistance; confirms its commitment to carry out the eligible project in accordance with the terms and conditions in effect, recognizing that in the event of non-compliance, the financial assistance will be terminated;

THAT Council **CERTIFY** that the person responsible for the role of Treasurer is duly authorized to sign all documents related to the request for financial assistance.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

4.3 LEGAL AFFAIRS

4.4 HUMAN RESOURCES

5. TECHNICAL SERVICES AND PUBLIC WORKS

5.1 Approval to purchase a new pump for the Senneville wastewater pumping station.

WHEREAS that one of the two pumps was found to be obsolete during the semi-annual inspection of the pumping station;

WHEREAS the estimated cost of repairs exceeds 60% of the replacement cost;

WHEREAS the person in charge of technical services and public works has favorably recommended replacing the current pump;

It is **Moved** by Councillor Stephen Lee
Seconded by Councillor Christopher Jackson

2024-02-881



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

et **RÉSOLU** :

D'AUTORISER une dépense au montant de 17 376.37 \$, plus les taxes applicables à l'entreprise : XYLEM CANADA LP pour l'achat d'une nouvelle pompe MODELE FLYGT NP-3127;

QUE cette dépense soit imputée au poste no. 02-415-00-521 Égouts – Entretien et réparation, et financée à même le surplus non affecté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. CIRCULATION ET MOBILITÉ DURABLE

7. LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

7.1 Entente entre le cégep John Abbott et le Village de Senneville à l'utilisation des installations sportives du Centre sportif Casgrain

ATTENDU QUE l'objectif de cette entente est de définir la méthode et les modalités selon lesquelles le cégep John Abbott et le Village de Senneville coopéreront afin que les résidents et employés municipaux de Senneville puissent bénéficier des installations sportives du Centre sportif Casgrain;

ATTENDU QUE cette entente prévoit une subvention municipale de 20 % sur le prix des abonnements au Centre sportif Casgrain pour les résidents et employés municipaux de Senneville;

Il est **Proposé** par la Conseillère Michelle Jackson Trépanier

Appuyé par le Conseiller Stephen Lee
et **RÉSOLU** :

D'AUTORISÉ le responsable des services de loisirs, culture, vie communautaire et communications à signer pour et au nom du Village de Senneville l'entente de service à intervenir entre le cégep John Abbott et le Village de Senneville relativement à l'utilisation des installations sportives du Centre sportif Casgrain par les résidents de Senneville.

QUE cette dépense soit imputée au poste no. 02-702-01-493 Autres services - Ateliers & Activité et financée à même le budget d'opération.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

7.2 Approbation d'achat d'équipements pour la piscine municipale de Senneville.

CONSIDÉRANT la résolution 2023-12-844 par laquelle le Conseil du Village de Senneville adoptait le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2024-2025-2026;

and **RESOLVED**:

TO AUTHORIZE an expense in the amount of \$17,376.37, plus applicable taxes, to XYLEM CANADA LP for the purchase of a new pump MODEL FLYGT NP-3127;

THAT this expense be charged to expense item no. 02-415-00-521 Sewers - Maintenance and repairs and financed from the unrestricted surplus.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

6. TRAFFIC AND SUSTAINABLE MOBILITY

7. RECREATION, CULTURE, AND COMMUNITY LIFE

7.1 Agreement between John Abbott CEGEP and the Village of Senneville for the use of sports facilities at Centre sportif Casgrain

WHEREAS the purpose of this agreement is to define the method and terms by which John Abbott College and the Village of Senneville will cooperate so that residents and municipal employees of Senneville may benefit from the sports facilities of the Centre sportif Casgrain;

WHEREAS this agreement provides for a 20% municipal subsidy on the price of memberships to the Centre sportif Casgrain for Senneville residents and municipal employees;

It is **Moved** by Councilor Michelle Jackson Trépanier
Seconded by Councilor Stephen Lee
and **RESOLVED**:

TO AUTHORIZE the Recreation, Culture, Community Life and Communications manager to sign, for and on behalf of the Village of Senneville, the service agreement to be entered between John Abbott College and the Village of Senneville concerning the use of sports facilities at the Centre sportif Casgrain by Senneville residents.

THAT this expense be charged to budget item no. 02-702-01-493 Other services - Workshops & Activities and financed from the operating budget.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

7.2 Approbation d'achat d'équipements pour la piscine municipale de Senneville.

WHEREAS resolution 2023-12-844 by which the Council of the Village of Senneville adopted the 2024-2025-2026 Three-year Capital works program (CWP);

2024-02-882

2024-02-883



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

CONSIDÉRANT l'état de désuétude du tremplin actuel;

CONSIDÉRANT le fait que l'achat d'équipement pour la piscine figure dans le PTI 2024;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable de la personne responsable des services de loisir, culture, vie communautaire et communications de procéder au remplacement du tremplin actuel;

CONSIDÉRANT la recommandation favorable de la personne responsable des services techniques et des travaux publics de procéder à l'achat d'une balayeuse robotisée;

Il est **Proposé** par la Conseillère Michelle Jackson Trépanier

Appuyé par le conseiller Stephen Lee et **RÉSOLU** :

D'AUTORISER le paiement au montant de 9 601,54 \$, plus les taxes applicables à l'entreprise : Aquam Spécialiste Aquatique Inc. pour l'achat du tremplin;

D'AUTORISER le paiement au montant de 4 890,03 \$, plus les taxes applicables à l'entreprise : Aquam Spécialiste Aquatique Inc. pour l'achat de la balayeuse robotisée;

QUE cette dépense soit imputée au poste no. 02-701-40-649 Piscine - Pièces et accessoires - Autres et financée à même le surplus non affecté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8. COMMUNICATIONS

9. URBANISME ET ENVIRONNEMENT

9.1 Approbation des demandes de permis et de certificats assujetties au Règlement sur les Plans d'Implantation et d'Intégration Architecturale.

ATTENDU QUE le *Règlement numéro 452 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale*, auquel sont assujetties les propriétés qui suivent, exige que préalablement à l'émission d'un certificat d'autorisation et/ou d'un permis de construction, les plans soient soumis pour approbation du conseil ;

CONSIDÉRANT que les demandes ont été analysées par le Comité consultatif d'urbanisme lors de la séance du 12 février 2024;

PAR CONSÉQUENT,

Il est **proposé** par le Conseiller Dennis Dicks **Appuyé** par la Conseillère Tanya Narang et **RÉSOLU** :

WHEREAS the obsolete state of the current diving board;

WHEREAS that the swimming pool equipment purchase is included in the 2024 CWP;

WHEREAS the favorable recommendation of the person in charge of leisure, culture, community life and communications services to proceed with the replacement of the current diving board;

WHEREAS the favorable recommendation of the person in charge of technical services and public works to proceed with the purchase of a robotic pool cleaner;

It is **Moved** by Councilor Michelle Jackson Trépanier

Seconded by Councilor Stephen Lee and **RESOLVED**:

TO AUTHORIZE the payment in the amount of \$9,601.54, plus applicable taxes, to Aquam Spécialiste Aquatique Inc for the purchase of the new diving boards;

TO AUTHORIZE the payment in the amount of \$4,890.03, plus applicable taxes, to Aquam Spécialiste Aquatique Inc. for the purchase of a robotic pool cleaner;

THAT this expense be charged to budget item no. 02-701-40-649 Piscine - Pièces et accessoires - Autres and financed from the unrestricted surplus.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

8. COMMUNICATIONS

9. URBAN PLANNING AND ENVIRONMENT

9.1 Approval of permits and certificates requests subject to the Site Planning and Architectural Integration Program By-law.

WHEREAS *By-law number 452 respecting site planning and architectural integration program* to which the following properties are subject, requires that, prior to the issuance of a certificate of authorization and/or a building permit, the plans be submitted for approval by the council;

CONSIDERING that the requests were reviewed by the Planning Advisory Committee during the February 12, 2024, meeting;

THEREFORE,

It is **moved** by Councillor Dennis Dicks **Seconded** by Councillor Tanya Narang and **RESOLVED**:

2024-02-884



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

QUE les plans et documents associés aux demandes suivantes **soient approuvés** :

THAT the plans and documents associated with the following requests **be approved**:

Adresse/Address	No de demande/ Request Number	Projet / project	Date dépôt documents/ Document deposit date
18, chemin de Senneville	2023-00135	Modification - Construction d'un garage / Modification Construction of a garage	29/01/2024
60, avenue Tunstall	2022-04041	Modification - Construction d'une remise / Modification Construction of a shed	12/12/2023

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

10. DÉPENSES ET ENGAGEMENTS

10. EXPENSES AND FUND COMMITMENT

10.1. Dépôt — certificat du trésorier sur la disponibilité des crédits pour l'acquittement des dépenses et des engagements.

10.1 Tabling – Treasurer's certificate on the availability of credits for the payment of expenses and commitments.

Le certificat du Trésorier sur la disponibilité des crédits pour l'acquittement des dépenses et des engagements est déposé au Conseil.

The treasurer's certificate on the availability of credits for the payment of expenses and commitments is filed with the Council.

11. AFFAIRES D'AGGLOMÉRATION

11. AGGLOMERATION BUSINESS

La mairesse fait l'allocution suivante:

The mayor makes the following speech:

Comme je vous l'avais mentionné en décembre dernier, l'Association des municipalités de banlieue (AMB), qui regroupe les quinze villes liées de l'agglomération de Montréal, a voté en bloc contre le budget de la Ville de Montréal en protestation du partage inéquitable des dépenses d'agglomération. Il s'agit d'un sujet qui fait l'objet de démarches et de représentations depuis plusieurs années déjà.

As I mentioned last December, the Association of Suburban Municipalities (ASM), which represents 15 suburban cities on the Island of Montreal, voted unanimously against the City of Montreal's budget in opposition to the inequitable sharing of agglomeration expenses. This is an issue that has been the subject of lobbying and representations for several years now.

À titre de porte-parole des villes liées, j'ai présenté la position de l'AMB lors de la séance du Conseil d'agglomération le 25 janvier dernier (voir la webdiffusion à 1:13:51). Ainsi, il a été décidé à l'unanimité par les mairesses et les maires de l'AMB que nous voterons dorénavant systématiquement contre toute dépense ou toute mesure financière mise de l'avant par résolution ou par règlement de l'Agglomération, si aucun bénéfice ou avantage direct réel et équitable n'en résulte pour l'une ou l'autre des villes liées de l'AMB.

As the official spokesperson for the ASM, I presented the association's position at the Agglomeration Council meeting on January 25 (see the webcast at 1:13:51). As such, the mayors of the ASM decided that from now on, we will systematically oppose any expenditure or financial measure put forward by resolution or bylaw by the Agglomeration, unless a direct and equitable benefit is clearly established for any of the cities within the ASM.

Cette décision s'inscrit dans la continuité de l'opposition déjà manifestée par l'AMB en décembre dernier quant à l'adoption du budget 2024 de l'Agglomération. Ainsi, les élu·e·s de l'AMB ont unanimement exprimé leur opposition à des dépenses jugées inéquitables et représentant plus de 63 millions \$.

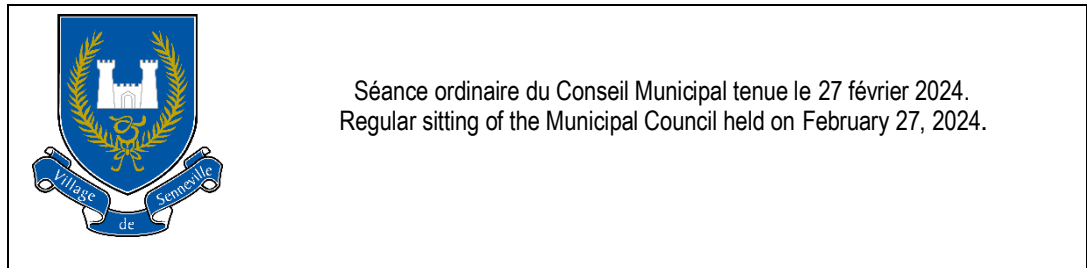
This decision is in line with the opposition already expressed by the ASM last December regarding the adoption of the Agglomeration's 2024 budget. On this occasion, the mayors of the ASM unanimously expressed their opposition to expenditures deemed inequitable, representing more than \$63M.

Face à l'insuccès de nos démarches pour obtenir une nouvelle entente en matière de partage des dépenses de l'Agglomération, ce constat est d'autant plus inacceptable que la Ville de Montréal a reconnu à l'automne 2023, par la voix de la Présidente de son Comité exécutif, que le système actuel de partage des dépenses et les quotes-parts municipales qui en découlent avait atteint ses limites.

Given our failed efforts to obtain a new agreement on the sharing of Agglomeration expenses, this situation is even more unacceptable given that the City of Montreal itself acknowledged in the fall of 2023, through its Executive Committee Chair, that the current expense distribution system and the resulting municipal shares had reached their limits.

Lors de l'assemblée du Conseil d'Agglomération de Montréal du 22 février dernier, les mairesses et les maires de l'AMB ont réaffirmé leur engagement

At the February 22 meeting of the Montréal Agglomeration Council, the mayors of the ASM reaffirmed their commitment to a fair distribution of the Agglomeration's expenses, by once



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

envers une juste répartition des dépenses de l'Agglomération, en votant à nouveau systématiquement contre les propositions ne répondant pas aux attentes légitimes des municipalités liées.

Ainsi, les élu·e·s de l'AMB ont une fois de plus exprimé leur désaccord, cette fois-ci concernant six points budgétaires jugés inéquitables et représentant 142 millions \$.

Je rappelle que les 15 villes liées de l'AMB ne représentent que 12 % de la population totale de l'île de Montréal et 18 % de la capacité fiscale selon les règles établies par le gouvernement du Québec en 2023. Pourtant, elles supportent à elles seules 38 % de l'augmentation totale des dépenses de l'agglomération pour 2024. Concrètement, cela signifie que les citoyens des villes liées paient en moyenne 65 % de plus que les citoyens de la Ville de Montréal.

Le vote systématique d'opposition vise à mettre en lumière chaque décision prise au Conseil d'Agglomération lorsque le cadre financier de ces dépenses ne respecte pas le principe d'un partage équitable des dépenses de l'Agglomération. Il est plus que temps que la Ville de Montréal agisse de bonne foi dans ce dossier et collabore avec l'AMB pour trouver rapidement des solutions viables

12. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET SANTÉ PUBLIQUE

PÉRIODE RÉSERVÉE AU SERVICE DE POLICE

La mairesse annonce que le commandant Sauvé du Service de Police de Montréal est absent et ne sera présent qu'à la Séance du conseil du 26 mars 2024, puisqu'il a depuis novembre dernier, la responsabilité du poste de quartier 1 et 3 et la charge de travail accrue ne lui permettra pas d'être présent à toutes les séances.

13. AVIS DE MOTION ET ADOPTION DE RÈGLEMENTS

13.1 Adoption du règlement numéro 487-2 Modifiant le Règlement 487-1 concernant les tarifs exigibles pour les biens et services offerts par le service de loisirs pour l'année financière 2023 et établissant la tarification exigible pour les biens et services offerts par la municipalité pour l'année financière 2024.

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 23 janvier 2024;

ATTENDU QUE le *Projet de règlement numéro 487-2 Modifiant le Règlement 487-1 Concernant les tarifs exigibles pour les biens et services offerts par le service de loisirs pour l'année financière 2023 et établissant la tarification exigible pour les biens et services offerts par la municipalité pour l'année*

again systematically voting against proposals that do not meet the legitimate expectations of the municipalities involved.

Therefore, the elected officials of the ASM have once again expressed their disagreement, this time concerning six budget points deemed inequitable and representing \$142 million.

As a reminder, the 15 cities of the ASM represent only 12% of the total population of the Island of Montreal and 18% of the fiscal capacity according to the rules established by the Government of Quebec in 2023. However, they bear 38% of the total increase in the Agglomeration's expenses for 2024. In concrete terms, this means that citizens of the demerged cities pay on average 65% more than citizens of the city of Montreal.

The systematic vote of opposition aims to highlight each decision taken by the Agglomeration Council when the financial framework of these expenses does not respect the principle of an equitable sharing of the expenses of the Agglomeration. It is high time for the City of Montreal to act in good faith on this issue and work with the ASM to quickly find viable solutions.

12. PUBLIC SECURITY AND PUBLIC HEALTH

PERIOD RESERVED FOR THE POLICE DEPARTMENT

The mayor announces that Commander Sauvé of the Montreal Police Service is absent and will only be present at the council meeting on March 26, 2024, since he has, since last November, been responsible for the neighborhood stations 1 and 3 and the increased workload will not allow him to be present at all council sittings.

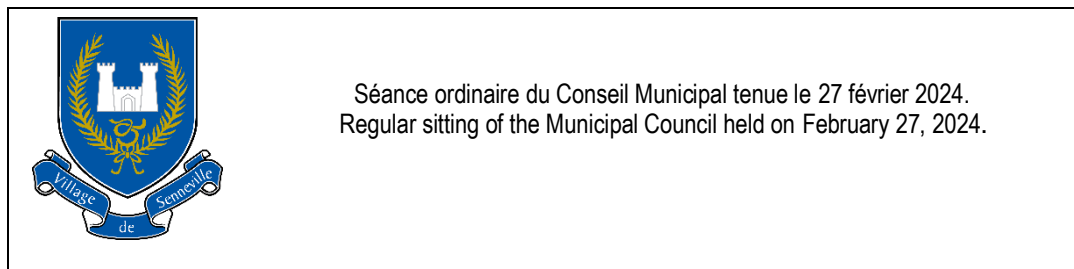
13. NOTICE OF MOTION AND BY-LAWS ADOPTION

13.1 Adoption of By-Law no 487-2 modifying By-Law 487-1 concerning exigible fees for the goods and services offered by the recreation service for the 2023 financial year and establishing the rates payable for the goods and services offered by the municipality for the 2024 financial year.

WHEREAS a notice of motion was given at the regular sitting of the Municipal Council held on January 23, 2024;

WHEREAS the *Draft by-law no. 487-2 Modifying By-law 487-1 Concerning exigible fees for the goods and services offered by the recreation service for the 2023 financial year and establishing the rates payable for the goods and services offered by the municipality for the 2024 financial year* has been made available to the public before the beginning of the present sitting.

2024-02-885



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.

financière 2024 a été déposé et mis à la disposition du public avant le début de la présente séance;

PAR CONSÉQUENT,

Il est **Proposé** par la Conseillère Michelle Jackson Trépanier

Appuyé par le Conseiller Stephen Lee
et **RÉSOLU** :

D'ADOPTER le Règlement numéro 487-2 Modifiant le Règlement 487-1 Concernant les tarifs exigibles pour les biens et services offerts par le service de loisirs pour l'année financière 2023 et établissant la tarification exigible pour les biens et services offerts par la municipalité pour l'année financière 2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

14. VARIA

La mairesse fait mention que des coyotes ont été aperçus sur le territoire du Village de Senneville. Nous encourageons les résidents à être vigilants. Elle énumère quelques conseils de sécurité. L'information se retrouve sur le site internet et l'information se retrouvera sur le prochain info-conseil.

La mairesse fait une demande aux citoyens ayant des chiens se promenant dans les divers sentiers du Village de bien vouloir ramasser les déjections de leur animaux afin de garder les sentiers propres et accueillants pour tous.

La conseillère Michelle Jackson Trépanier fait un point d'information et fait le point sur les loisirs et diverses activités de la municipalité pour les semaines à venir.

15. PÉRIODE DE QUESTIONS (15 minutes)

La mairesse répond aux questions posées par l'assistance.

16. LEVÉE DE LA SÉANCE

Avant de lever l'assemblée, la mairesse remercie l'administration pour leur soutien dans la préparation de leurs séances publiques.

Considérant que tous les sujets à l'ordre du jour ont été discutés, la mairesse déclare la séance du Conseil levée à **19h43**.

(Original signé/Original signed)

Julie Brisebois, Mairesse/Mayor

THEREFORE,

It is **Moved** by Councillor Michelle Jackson Trépanier
Seconded by Councillor Stephen Lee
and **RESOLVED**:

TO ADOPT By-law no. 487-2 Modifying By-law 487-1 Concerning exigible fees for the goods and services offered by the recreation service for the 2023 financial year and establishing the rates payable for the goods and services offered by the municipality for the 2024 financial year.

UNANIMOUSLY ADOPTED

14. VARIA

The mayor mentioned that coyotes have been spotted on the territory of the Village of Senneville. We encourage residents to be vigilant. She lists a few safety tips. The information is available on the website and will be included in the next info-conseil.

The mayor asks citizens with dogs on the Village trails to please pick up after their pets, to keep the trails clean and welcoming to all.

Councillor Michelle Jackson Trepanier makes a point of information and gives an update on recreation and various activities for the upcoming weeks.

15. QUESTION PERIOD (15 minutes)

The mayor answers questions asked by the audience.

16. END OF THE SITTING

Before closing the meeting, the mayor thanks the administration for their support in preparing their public sessions.

Considering that all the items on the agenda have been covered, the mayor declares the sitting of the Council adjourned at **7:43 p.m.**

(Original signé/Original signed)

Robert Malek, Directeur Général et Assistant-Greffier par interim



Séance ordinaire du Conseil Municipal tenue le 27 février 2024.
Regular sitting of the Municipal Council held on February 27, 2024.